

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

### ***Pouvoir adjudicateur***

**Université Mayotte**

### ***Objet de la consultation***

**Acquisition de mobiliers pédagogiques et d'équipements informatiques et audiovisuels  
au bénéfice de l'Université de Mayotte.**

### ***Code C.P.V***

**Code CPV de la consultation :**

- **39160000-1 : Mobilier scolaire**
- **39162100 - Matériel pédagogique**
- **30230000-0 Matériel informatique**
- **32321200-1 Équipement audiovisuel.**













### ***Numéro de marché***

U	M	A	Y	2	0	2	5	0	3	X	M	E	M
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

### ***Date et heure limite de remise des offres***

**Date limite de remise des offres : 07 Juillet 2025 à 12h00**

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Marché public de fournitures</p> <p><u>Objet :</u> X-MEM - Fourniture de Mobiliers Pédagogiques et équipements informatiques et audiovisuels au bénéfice de l'Université de Mayotte.</p>
	<p><u>Acheteur :</u>            Université de Mayotte -8 rue de l'Université Iloni - BP 53 97660 Dombéni            Tél.: +262 (0)2 69 61 07 62            Représentant de l'acheteur :            Le président en exercice Monsieur Abal-Kassim CHEIK AHAMED</p>
	<p>Le marché inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>Le marché n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Marché passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Université de Mayotte, 8 rue de l'Université, Iloni - BP 53, 97660 Dombéni</p>
	<p>Le marché est divisé en 2 lots.</p>
	<p>La durée d'exécution de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>
	<p><u>Tranches :</u>            Le marché n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires :</u>            Conformément à l'article R 2122-7 l'acheteur se réserve le choix de recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du marché passé après mise en concurrence.            Les prestations similaires doivent être entendues comme réalisables à l'identique, en application des seules spécifications techniques du marché initial.            Le nouveau marché conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial et doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouvelles prestations.</p>
	<p>Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1. CONTEXTE GÉNÉRAL .....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>6</b>
ARTICLE 1. L'ACHETEUR .....	6
ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	6
2.1. OBJET DU MARCHÉ.....	6
2.2. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ .....	6
2.3. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE.....	6
2.4. ALLOTISSEMENT.....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
ARTICLE 3. DURÉE.....	7
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	7
ARTICLE 5. ASSURANCES .....	8
ARTICLE 6. INTERVENANTS .....	8
6.1. SOUS-TRAITANCE.....	8
6.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	10
<b>PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 7. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC.....	10
7.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX.....	10
7.2. CONTENU DU PRIX .....	10
7.3. VARIATION DES PRIX .....	11
ARTICLE 8. AVANCE.....	12
ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE.....	12
ARTICLE 10. MODALITÉS DE PAIEMENT.....	12
10.1. DELAI DE PAIEMENT .....	12
10.2. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....	13
10.3. FACTURATION .....	14
<b>PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>15</b>
ARTICLE 11. REPRÉSENTATION DES PARTIES.....	16
1.1.1 REPRESENTATION DE L'ACHETEUR.....	16
1.1.2 REPRESENTATION DU TITULAIRE .....	16
1.1.3 REMPLACEMENT DES INTERVENANTS.....	16
1.1.4 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS FORFAITAIRES - ORDRES DE SERVICE : .....	16
ARTICLE 12. DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	17
ARTICLE 13. PRESTATIONS SIMILAIRES .....	18
ARTICLE 14. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS.....	18
14.1. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET MODIFICATIVES : .....	18
14.2. SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES : .....	18
14.3. CLAUSE DE REEXAMEN : .....	18
ARTICLE 15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	18
15.1. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	18
<b>PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....</b>	<b>18</b>
ARTICLE 16. ADMISSION.....	18

ARTICLE 17. DÉLAI DE GARANTIE .....	20
<b>PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES .....</b>	<b>20</b>
ARTICLE 18. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ.....	20
<b>PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION .....</b>	<b>21</b>
ARTICLE 19. PÉNALITÉS ET PRIMES.....	21
ARTICLE 20. MESURES COERCITIVES.....	22
ARTICLE 21. CAS DE RÉSILIATION.....	23
ARTICLE 22. LIQUIDATION .....	24
ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	24
<b>PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>24</b>

## PARTIE 1. CONTEXTE GÉNÉRAL

---

Avec son projet X-MEM, l'université de Mayotte s'apprête à franchir le virage de la transformation numérique en proposant des pédagogies innovantes pour que ses étudiants soient encore plus actifs au cours de leurs études supérieures et de répondre aux défis du territoire.

Le projet X-MEM est un projet issu de l'appel à manifestation d'intérêt 2021 dénommé DemoES – Démonstrateur Numériques dans l'Enseignement supérieur et porté par l'ANR (Agence Nationale de la Recherche) dont l'Université de Mayotte est lauréate.

L'Université de Mayotte a décidé de placer les besoins des étudiants au centre du modèle de transformation de leur professionnalisation, coconstruite avec leurs partenaires.

L'objectif du projet est de rendre plus accessibles les ressources, les outils et les pratiques pédagogiques et estudiantines universitaires hybrides et mobile. Il vise à s'adapter aux conditions matérielles du territoire en proposant d'intégrer de manière innovante les nouvelles technologies (smartphone et ordinateur portable) dans la pédagogie et en pensant directement les corpus pédagogiques didactiques autour des questions de la mobilité et de l'hybridation.

La mise en œuvre d'un laboratoire d'innovations numériques permettra plus largement d'échanger sur les pratiques, d'expérimenter, de partager des compétences avec les différents partenaires institutionnels et privés, servant d'incubateur à l'appropriation de nouvelles pratiques instrumentées adaptées aux contextes pédagogiques locaux (populations, infrastructures, usages).

La synergie et l'émulation actuelles du numérique sur le territoire de Mayotte (Assises du numérique), l'inscrivant comme priorité stratégique pour son développement, placent la réalisation de ce projet dans un contexte favorable à partir d'une coopération renforcée université- entreprise.

Dans le cadre de ce projet, la Direction de l'Université de Mayotte a souhaité revoir ses espaces d'apprentissage pour permettre de supporter et faire évoluer les pédagogies de demain, en y intégrant une dimension numérique et d'hybridation.

Les réflexions sur l'aménagement des salles de classe et des espaces partagés et de convivialité, ont été définies afin de répondre aux besoins, attentes et pratiques de ses utilisateurs. Ces aménagements permettent aux étudiants notamment dans le cadre de la partie hybridation du projet et de pouvoir suivre leur formation aussi bien en présentiel qu'à distance.

## PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1. L'ACHETEUR

Désignation de l'acheteur :

Université de Mayotte,

8 rue de l'Université - Iloni - BP 53, 97660 DEMBENI.

Le représentant de l'acheteur est : le Président de l'Université Mayotte

### ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

#### 2.1. Objet du marché

La consultation a pour objet la fourniture, la livraison et l'installation de mobilier pédagogique et d'équipements informatiques et audiovisuels destinés à l'Université de Mayotte.

#### 2.2. Caractéristiques du marché

Le présent marché est un marché de Fournitures

Lieux de livraison :

- Université de Mayotte, 8 rue de l'Université, Iloni - BP 53, 97660 Dombéni
- Technopôle de Mayotte, Rue du Château d'eau, 97660 DEMBENI

#### 2.3. Nomenclature communautaire

Codes CPV de la consultation :

- 39160000-1 : Mobilier scolaire
- 39162100 - Matériel pédagogique
- 30230000-0 Matériel informatique
- 32321200-1 Équipement audiovisuel.

#### 2.4. Allotissement

La consultation est allotie conformément à l'article R.2113-1 du Code de la Commande Publique.  
Les prestations sont alloties de la manière suivante :

#### LOT 1 - FOURNITURE DE MOBILIER PEDAGOGIQUE:

La fourniture de mobilier pédagogique qui se repartie en 4 types de prestations :

- Type n°1 : Tables de réunion, d'apprentissage et de collaboration
- Type n°2 : Sièges de réunion, d'apprentissage et de collaboration
- Type n° 3 : Rangements individuels
- Type n°4 : Accessoires

#### LOT 2 - FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS AUDIOVISUELS ET INFORMATIQUES:

Les prestations comprennent :

1. Fourniture, suivi de livraison et installation des équipements.
2. Connexion et intégration des dispositifs de visioconférence et de partage de contenu sans fil.

3. Mise en place de supports adaptés (fixes ou mobiles).
4. Tests de fonctionnement et formation de base du personnel à l'utilisation des équipements.
5. Intégration des équipements avec les infrastructures existantes de l'université. Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou l'ensemble des lots.

### **ARTICLE 3. DURÉE**

Le marché public est conclu pour une période de 12 mois ferme à compter de la date de notification par ordre de service par lot distinct.

La période d'exécution inclut la fourniture, la livraison et l'installation.

Les prestations comprennent des périodes de garantie initiale dans les conditions prévues dans les CCTP relatifs à chaque lot.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-FCS.

#### Caractéristiques du délai de livraison :

La livraison comprendra l'assemblage et l'installation du mobilier et des équipements dans les locaux indiqués sur le marché et conformément aux plans d'implantation des mobiliers.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination et au montage incombent aux titulaires.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

### **ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- Les actes d'engagements (AE) et ses éventuelles annexes financières par lot ;
  - o Les Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) par lot ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
  - o Les plans d'implantation
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*) ;
- Le mémoire technique des candidats.

#### Nota :

En cas de contradiction ou de discordance entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. Les documents originaux conservés dans les locaux de la personne publique font seules foi.

Après sa conclusion, le marché est éventuellement modifié par :

- Les avenants ;
- Les actes spéciaux.

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement des créances :

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement des créances :

L'acheteur remet au titulaire, à sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché, conformément aux dispositions de l'article 4.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Le marché est régi par les lois et règlements français et européens exclusivement. Tous les documents concernant ce marché doivent être rédigés en langue française en ayant comme devise l'euro

## **ARTICLE 5. ASSURANCES**

Le titulaire s'engage à souscrire, avant tout début d'exécution du marché, toutes les assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante par une ou plusieurs compagnies solvables, la responsabilité qu'il peut encourir, soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous sa direction, et des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses agents, et renonce à tout recours envers l'acheteur.

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

L'assurance couvre tant sa responsabilité civile, que sa responsabilité de dommages aux biens et à l'environnement, par des polices appropriées. Cette assurance couvre tous les risques de responsabilité civile inhérents à son activité professionnelle.

À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation, établissant l'étendue de la responsabilité garantie, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande.

Les polices d'assurances doivent mentionner le montant couvert par sinistre pour l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels causés par le titulaire. Toutes les franchises stipulées dans les polices d'assurance sont à la charge du titulaire.

En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, l'acheteur, se réserve le droit soit

- De résilier le présent marché de plein droit et sans indemnité,
- De mettre en place des garanties appropriées au nom du titulaire, le montant de ces primes restant à la charge du titulaire du marché.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

## **ARTICLE 6. INTERVENANTS**

### **6.1. Sous-traitance**

#### **Présentation d'un sous-traitant**



Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

### **Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement**

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

### **Paiement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG FCS, le titulaire qui envisage de faire appel à de la sous-traitance demande à l'acheteur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Afin d'obtenir cet agrément, lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la date limite de réception des offres, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une déclaration de sous-traitance (DC4) par tout moyen permettant d'en accuser bonne réception.

Le formulaire DC4 peut être obtenu à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ce formulaire est accompagné des pièces suivantes :

- Agréments en cours de validité (de moins d'un an) nécessaires à l'exécution des prestations, le cas échéant ;
- Attestations fiscales et sociale ;

- Justificatif de l'inscription au registre de la profession ou du commerce (ou motif de non indication d'un numéro d'identification) du sous-traitant.

La déclaration de sous-traitance intervient :

- Soit au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Soit en cours d'exécution du marché.

Dès acceptation de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement l'acheteur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur 10 jours après la notification d'attribution du marché.

A défaut de la fourniture des documents et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG FCS une pénalité forfaitaire de 50 euros est appliquée.

En cas de sous-traitance, le titulaire est personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultantes du marché.

## **6.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis R2142-19 et R2142- 20 du code de la commande publique.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire et sera obligatoirement solidaire après l'attribution du marché. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

# **PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT**

## **ARTICLE 7. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC**

### **7.1. Modalités de fixation des prix**

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire, selon la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) par lot, et annexé l'acte d'engagement.

### **7.2. Contenu du prix**

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services, les prix sont réputés comprendre :

- Toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- Les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.
- Toutefois, les frais engendrés par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.
- Tous les frais afférents à l'exécution du service objet du présent marché (tels que, notamment, le carburant, les assurances, etc.) ;
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du titulaire.

Les candidats sont réputés avoir obtenu tous les renseignements auprès de l'acheteur pour établir leurs prix. Les prix sont exprimés en euros hors taxes et tous frais compris.

Le titulaire n'est fondé à réclamer aucun supplément du prix du fait d'une erreur d'évaluation de sa part sur la charge de travail ou les moyens nécessaires à l'exécution des prestations.

### 7.3. Variation des prix

Le présent marché est conclu à prix ferme. S'agissant d'un marché de fournitures courants, les prix du marché ne font pas l'objet d'une actualisation.

Prix ferme : Le présent marché est conclu à prix ferme et actualisable pour l'ensembles des lots.

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date d'exécution des prestations par ordre de service.

Dans les conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Formule d'actualisation :

$$P = P_0 \times [I_0(m-3) / I_1(m_0)]$$

Indices utilisés pour l'actualisation du lot 1 :

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – 31.01 – **Meubles de bureau et de magasin** - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764262 sur le site internet de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr>

Indices utilisés pour l'actualisation du lot 2 :

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26 et 27- **Produits informatiques, électroniques et optiques, Équipements électriques** – Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010765089 sur le site internet de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr>.

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché ne soit nécessaire.

P = prix actualisé HT

Po = prix initial HT

I0 (m-3) = Indice en vigueur trois mois avant le début de l'exécution.

I1 (m0) = Indice en vigueur à la date de l'exécution.

## ARTICLE 8. AVANCE

Le présent marché prévoit le versement d'une avance dans les conditions fixées aux articles R.2191-17 et suivants du code de la commande publique.

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être versée.

Les prestations ponctuelles peuvent aussi bénéficier d'une avance dès lors que le montant du bon de commande par lot est supérieur à 50 000 € HT et un délai d'exécution supérieur à 2 mois, l'avance peut être accordée au titulaire.

Le taux de l'avance est de 5 % ou, le cas échéant de 30% pour les entreprises dans les cas suivants :

- Le titulaire est une petite et moyenne entreprise au sens de [la recommandation de la Commission 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises](#) ;
- Le titulaire est un artisan au sens de [l'Article 42 de l'Ordonnance n° 2021-1189 du 15 septembre 2021 portant création du Registre national des entreprises](#).

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le remboursement de l'avance s'effectue lors de la facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

## ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## ARTICLE 10. MODALITÉS DE PAIEMENT

### 10.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur sur la plate-forme dématérialisée « Chorus PRO ». La date figurant sur l'attestation faisant foi.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. Le droit à règlement des factures court à compter de la date au plus tard des deux événements suivants :

1 – Réception de la facture par l'administration

2 – Opération de vérification des factures et admission des prestations par l'administration.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **10.2. Modalités de règlement des comptes**

### Acomptes :

Les dispositions de l'article 11.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Contenu de la demande de paiement :

Le titulaire adresse au service gestionnaire de l'acheteur, une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les pénalités et les réfections éventuellement applicables, viennent en déduction des sommes dues au titulaire.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que:

- Le numéro de marché,
- Le numéro de SIRET du titulaire,
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »,
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

#### Remise de la demande de paiement :

Les dispositions de l'article 11.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur :

Les dispositions de l'article 11.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Païement pour solde et règlement partiels et définitifs :

Les dispositions de l'article 11.7 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Facturation électronique :

Les dispositions de l'article 11.8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance :

Les dispositions de l'article 12 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **10.3. Facturation**

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>.

Information sur l'Acheteur :

**Nom : Université de Mayotte**  
**SIRET : 13001631400010**

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11. Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement.

La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## **PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---



## ARTICLE 11. REPRÉSENTATION DES PARTIES

### 1.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

### 1.1.2 Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés : par dérogation au CCAG de référence, dans l'offre du titulaire à la notification du marché.

### 1.1.3 Remplacement des intervenants

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

### 1.1.4 Délais d'exécution des prestations forfaitaires - ordres de service :

En complément des articles 2 et 3.8 du CCAG-FCS Exécution des prestations, les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par l'acheteur au(s) titulaire(s) du marché.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

Les dispositions de l'article 18 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché :

Les dispositions de l'article 19 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :



Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte. Les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation, sauf si cela contrevient aux règles sanitaires et d'hygiène.

#### Livraison :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

#### Surveillance en usine :

Les dispositions de l'article 22 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public :

Les dispositions de l'article 26 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 12. DEVELOPPEMENT DURABLE**

#### Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

#### Clause environnementale générale :

Les documents techniques et particuliers du marché précisent les obligations environnementales du titulaire dans l'exécution du marché.

## ARTICLE 13. PRESTATIONS SIMILAIRES

En cas de nécessité, l'Université de Mayotte se réserve le droit de recourir à des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, dans les conditions définies à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

## ARTICLE 14. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET MODIFICATIONS

### 14.1. Prestations supplémentaires et modificatives :

Les dispositions de l'article 23 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### 14.2. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles :

Les dispositions de l'article 24 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### 14.3. Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

L'initiative de cette procédure peut venir de l'acheteur ou du titulaire (sur demande justifiée). Le dossier contient notamment, s'il y a lieu :

- Les justificatifs techniques et/ou fonctionnels des liens directs entre les prestations modifiées/ajoutées et les prestations présentées à l'accord-cadre,
- Les caractéristiques techniques des prestations ajoutées ou modifiées ;
- Les justificatifs tarifaires conformément aux dispositions ci-avant,
- L'annexe « DPGF » mise à jour.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent marché.

## ARTICLE 15. PROPRIETE INTELLECTUELLE

### 15.1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

## PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

## ARTICLE 16. ADMISSION

Opérations de vérification :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Déroulement des opérations de vérification :

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des fournitures, il peut être selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

La livraison des marchandises est constatée par la signature d'un double des bons de livraison.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le représentant de l'Association, émetteur des bons de commandes, conformément aux dispositions prévues par les articles 21,22 et 27 et suivants du CCAG / FCS.

a) Vérification quantitative

Elle consiste à valider la conformité entre la quantité livrée, la quantité commander délivré par l'Acheteur et la quantité portée sur le bulletin de livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le représentant du Pouvoir Adjudicateur peut mettre en demeure :

- Soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande.
- Soit de compléter la livraison, dans les délais qui lui seront prescrits, à concurrence de la quantité totale prévue par l'ordre de service.

b) Vérification qualitative

Avant d'effectuer la livraison, les titulaires et le transporteur devront s'assurer que les emballages ne sont pas endommagés et ne présentent pas de signes indiquant que les marchandises contenues à l'intérieur seraient défectueuses. Le cas échéant, elles ne seront pas livrées et seront retournées au titulaire qui devra les remplacer à ses frais et dans les meilleurs délais.

Les marchandises reconnues défectueuses ou non conformes à la commande sont retournées dans leur emballage d'origine au titulaire, aux frais de celui-ci, qui a la charge complète de les remplacer également à ses frais dans les délais et selon les modalités de livraison prévues au marché.

Pour les articles volumineux, le titulaire s'engage à procéder à la mise au point sur place ou aux échanger. Les frais liés au remplacement de ces articles défectueux sont à la charge du titulaire.

c) Réception

En application des articles 27 et 29 du CCAG / FCS les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par l'acheteur ou son représentant habilité.

Le représentant de l'acheteur vise et date le duplicata du bulletin de livraison remis au titulaire. Ce duplicata vaut procès-verbal de réception. Le délai imparti pour prononcer, ou non, l'admission est celui qui ressort de l'application des dispositions de l'article 30.1 du CCAG / FCS.

d) Emballages

Conformément à l'article 20.2 du CCAG/FCS, les emballages sont la propriété du titulaire du marché. Toutes les fournitures seront livrées, déballées et mises en place par le fournisseur dans les locaux indiqués sur les plans.

e) Recyclage

Le titulaire aura à sa charge l'enlèvement et le recyclage des emballages, conformément au CCTP et à son mémoire technique.

#### Décisions après vérifications :

Les dispositions de l'article 29 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Admission:

Le pouvoir adjudicateur prend la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 30 précité, la décision est prise dès la fin d'exécution des prestations.

Par dérogation également à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'absence de décision après la livraison ou l'achèvement des prestations ne vaut pas décision d'admission. L'admission des prestations devra toujours faire l'objet d'une décision expresse de l'Université de Mayotte, qui pourra se formaliser par la signature de la lettre de passage.

#### Ajournement :

Les dispositions de l'article 30.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Réfaction :

Les dispositions de l'article 30.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Rejet :

Les dispositions de l'article 30.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux :

Les dispositions de l'article 30.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Transfert de propriété :

Les dispositions de l'article 31 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 17. DÉLAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie est de débiter à compter de la date d'effet de la réception dans les conditions prévues au CCTP relatif à chaque lot.

Les prestations relatives au lot 1 font l'objet d'une garantie minimale de deux ans et 5 ans pour le lot 2. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Le titulaire indiquera dans son offre s'il propose une garantie supérieure à la durée initiale et les conditions applicables.

## **PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES**

### **ARTICLE 18. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ**

#### **Protection des données à caractère personnel:**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

#### Obligation de confidentialité :

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Mesures de sécurité :

Les dispositions de l'article 5.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Information des sous-traitants :

Les dispositions de l'article 5.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail:

Les dispositions de l'article 6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Protection de l'environnement, sécurité et santé:

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

## **PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION**

### **ARTICLE 19. PENALITES ET PRIMES**

#### **Pénalité journalière pour le retard d'exécution**

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$V * R / 100$$

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

#### **Pénalités de retard de livraison**

En cas de dépassement du délai contractuel de livraison des fournitures, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R/10$$

Dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité

### **Pénalités pour indisponibilité (marchés de maintenance) :**

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite au titulaire et sa résolution.

En cas d'indisponibilité d'une ou plusieurs installations/appareils, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités de 80 Euros par jour de retard pour non-respect des obligations contractuel.

### Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

### **Pénalités non-respect des clauses environnementales :**

Absence de production des éléments attestant la gestion des déchets, le titulaire se voit appliquer, une pénalité de 80 Euros par jour de retard.

## **ARTICLE 20. MESURES COERCITIVES**

### Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

\* Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'Université de Mayotte pourra mettre fin au contrat, sans versement d'indemnité au profit du titulaire, pour tout motif légitime et/ou en cas de force majeure.

En particulier, l'Université de Mayotte pourra mettre fin au contrat en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations si, après deux mises en demeure, et alors même que le titulaire aurait remédié aux défaillances soulevées par celles-ci, il était relevé par le Cnam une nouvelle inexécution ou mauvaise exécution des prestations.

Dans tous les cas, cette rupture anticipée prendra effet dès réception par le titulaire de la notification qui lui en sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'Université de Mayotte devra régler au titulaire l'ensemble des factures correspondant à ses prestations d'ores et déjà engagées quel que soit leur état d'avancement.

En outre, en cas de défaillance du titulaire de son seul fait, l'Université de Mayotte fera procéder à l'exécution des prestations prévues au marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire. Il devra fournir toutes les informations nécessaires au tiers pour la bonne exécution de la prestation.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## ARTICLE 21. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

### Résiliation pour évènements extérieurs au marché :

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour évènements liés au marché :

Les dispositions de l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour faute du titulaire :

La résiliation d'un marché pour faute du titulaire dans l'exécution des prestations conformément aux articles 38 et suivants du CCAG/FCS peut entraîner la résiliation du marché dans les hypothèses où la faute du titulaire rendrait impossible la poursuite des relations contractuelles.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, et sans préjudice d'une réparation intégrale des dommages qui résulteront pour l'Université de Mayotte de ce défaut de diligences, l'Université de Mayotte fera procéder à l'exécution des prestations inexécutées faisant l'objet du marché qui aura été résilié ou qui n'aura pas pu être attribué dans les conditions suivantes :

- Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques ;
- L'exécution des prestations concernées se fera aux frais et risques du titulaire : l'augmentation des dépenses, par rapport aux frais stipulés dans le marché est à sa charge, la diminution des dépenses ne lui profite pas.

### Résiliation pour motif d'intérêt général :

La résiliation du marché pourra être prononcée sans faute et concomitamment à la résiliation des marchés passés avec d'autres opérateurs dans le cadre de la même consultation pour un motif d'intérêt général, sous réserve d'informer le titulaire au plus tard un mois avant cette date.

Le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial du marché, diminué du montant non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, de 5%.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les



justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

## **ARTICLE 22. LIQUIDATION**

Décompte de résiliation :

Les dispositions de l'article 43 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés :

Les dispositions de l'article 44 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Mayotte -Tél. : 02 69 61 18 56 -Email : greffe.ta-mayotte@juradm.fr

## **PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG**

### **Dérogations applicables à l'ensemble des lots :**

Il est dérogé à l'article 3.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 9.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 30.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.